



Robin Masangana Diamaka

Pouvoir gouverner
la République
Démocratique du Congo

*Analyse de la problématique du
pouvoir politique*

Essais

Edilivre – Éditions APARIS



Tous nos livres sont imprimés dans les règles
environnementales les plus strictes

Il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement la
présente publication sans autorisation du Centre Français
d'exploitation du droit de Copie (CFC) – 20, rue des
Grands-Augustins – 75006 PARIS – Tél. : 01 44 07 47 70 /
Fax : 01 46 34 67 19.



©Edilivre, Éditions APARIS – 2008

ISBN : 978-2-35607-628-1

Dépôt légal : Juin 2008

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction,
intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

Du même Auteur

- « *Le guide de l'action politique* » : Girah Asbl.
- « *Dialogue politique sur fond du conflit inter congolais* » : Editoo.com.
- « *Effervescence religieuse* » : Editoo.com.
- « *Regards belges sur la République Démocratique du Congo* » : Editoo.com.

**LE CERCLE AFRICAIN D'ANALYSE
ET DE POLITIQUE (centrafricana@yahoo.fr)
PRESENTE :**

**POUVOIR GOUVERNER LA REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE DU CONGO**
Analyse du pouvoir politique.

*À mes perles Isabelle, Jessica,
Brenda, sandra, Olivia, Ornella.*

*À un peuple congolais digne dans
l'amertume et le doute.*

*À tous ceux qui de près ou de loin
ont apporté une pierre à cet édifice.*

« Gouverner, c'est choisir »

Pierre MENDES France, Œuvres complètes,
Tome III, 1954-55

« Gouverner, c'est placer l'homme au centre de la
décision. »

Robin MASANGANA Diamaka

Préface

Les faits d'actualité s'imposent à nous de façon inéluctable et nous sommes amenés à développer et à avoir un regard critique sur cette société (monde) qui nous entoure et nous interpelle.

D'un côté, il y a les principes qui nous régissent ou qui sont sensés nous régir et de l'autre, il y a la vraie réalité.

Entre les deux, certains se cherchent et d'autres se replacent à leur gré.

Le développement technologique, via la télécommunication, a rapproché les mondes.

La planète devient, comme le disent les analystes avertis, un vaste marché ou pourquoi pas un vaste champ de bataille sur le plan économique.

Le principe de la mondialisation, initié depuis plus de 20 ans par les Américains, trouve aujourd'hui son essor par sa vulgarisation sur le continent européen.

De nouvelles règles s'imposent ; des nouvelles mesures ou stratégies ainsi que d'autres intérêts naissent et une autre vision du domaine économique se dessine.

Sur le plan humain, cela n'est pas non plus sans conséquence.

Les modifications du contexte international confrontent les pays ainsi que leurs institutions à d'autres réalités, pressions et systèmes de valeurs.

Il leur faut donc faire des remises en question permanentes, être à l'écoute, observer l'évolution des tendances et mettre en place des mécanismes aussi bien de défense que d'attaque pour résister à l'invasion des Grands de ce monde.

La lutte économique, sociale et politique est lancée : rassemblement, unification, protectionnisme, politique hégémoniste, dictat des finances. Au nord, la réflexion se fait et les réactions sont immédiates.

Face à l'invasion du marché européen par des chaussures chinoises et aux tentatives ci et là de rachat de tel ou tel groupe, des voix s'élèvent, des cadres de réflexions se constituent pour préserver les intérêts des peuples, des nations, des entreprises et pour lutter contre l'appauvrissement des populations, la perte de marché et des pouvoirs.

Mondialisation dans un sens ? Ou mondialisation dans tous les sens ?

Alors que chaque nation consciente de sa place sur l'échiquier mondial se met à penser son avenir, sa place, son influence, ou à faire le bilan de son potentiel pour envisager des voies plus adaptées à la nouvelle donne internationale et nationale, on peut s'interroger sur l'attitude de certaines autres nations.

On observe que le Nord, fort de sa tradition industrielle se bat pour maintenir au mieux ses acquis et crée des cadres et espaces pour sécuriser et attirer

des investissements susceptibles de faire prospérer les sources de revenus de ses populations.

Alors nos regards se tournent vers le Sud. Que s'y passe-t-il ?

Un vaste champ de bataille, non pas économique, mais d'armes.

N'est-il pas heure à penser aussi à sa place sur cette nouvelle carte du monde économique ?

N'est-il pas heure à penser, dans cette nouvelle grille des données économiques, à la manière de bénéficier de l'ouverture du monde pour s'y immiscer d'une façon ou d'une autre ?

N'est-il pas plus que temps de faciliter l'appel des capitaux, de créer des espaces de confiance pour attirer les investisseurs potentiels à la recherche des nouveaux marchés ?

N'est-il pas temps de penser notre propre expression sur le plan international ?

L'actualité et la réalité ne suscitent que tristesse, interrogations, et malaise. Suite à l'instabilité politique, à la guerre, à l'absence de cadre institutionnel, à la corruption, au manque de patriotisme, de personnalité et de sens du devoir des gouvernants, pour ne pas dire au manque de maturité et de courage de certains responsables, beaucoup de nations, pour ce qui en reste, sombrent dans la désillusion.

De promesse en promesse, de chef en pseudo chef, la confiance des peuples est prise en otage.

Personne ne croit plus en rien. Le désarroi s'installe, et chacun pense à soi. Des têtes s'expatrient, les faibles se laissent corrompre et les plus forts s'imposent, les armes parlent, les enfants sont sacrifiés, les maladies tuent, les tares se

multiplient, la pagaille fait loi, les richesses et patrimoines sont dilapidés, l'enseignement, la fonction publique, l'appareil d'Etat, tout ou presque tout est laissé en branle.

Le manque de volonté, d'intelligence, de discernement ainsi que le comportement égocentrique favorisent des groupuscules au détriment de la communauté.

Dans certains pays certes, plus que d'autres, ces situations sont plus visibles.

Le cas du grand et fort Congo baptisé idéologiquement République démocratique du Congo, soit la RDC est frappant.

Grand pays, en effet, fierté de l'Afrique Centrale que Cameron appela autrefois la gâchette de l'Afrique en raison de sa forme qui ressemble étrangement à un revolver. C'est dire tout le poids dont peut peser ce pays dans un contexte normal et serein de relations internationales et nationales.

Cette stature de grande nation impose une réflexion profonde sur la manière de le gouverner, de tracer ses lignes politiques et de déterminer les contours de son pouvoir ; de procéder à la répartition de ses richesses et de comprendre des interpénétrations entre les cultures régionales, tribales, idéologiques et les réalités visibles de respect des principes démocratiques et de leur application.

La constitution récemment adoptée répondra-t-elle à ces attentes ? L'option du fédéralisme prôné et attendu à bien d'égard par différentes hordes politiques suffira-t-elle à remettre de l'ordre dans la gouvernance de l'Etat ? On s'interroge.

Il s'agit de gouverner ce pays, de tracer sa politique, de mobiliser le peuple, de respecter l'ordre moral établi, de mettre en place ce cadre institutionnel à respecter, d'accepter le jeu du pouvoir démocratique avec ses victoires et ses revers électoraux notamment.

Derrière les ambitions individuelles, peut-on s'interroger sur la mise en pratique de cette saine théorie ?

Serait-ce encore un vulgaire bout de papier qui s'envolerait en fumée sous les feux des quelques brigands avides, infâmes sans foi ni loi ?. L'auteur de s'interroger.

République Démocratique : démocratie, cela n'implique-t-il pas de reconnaître la victoire des uns sur les autres, l'existence d'une opposition, d'une majorité, d'un parlement, d'un gouvernement légitime et d'un pouvoir ayant les moyens de sa politique ?

L'auteur de ce livre pose la problématique de cette gouvernance.

À travers un regard critique de la situation, un rappel historique des moments forts et des turpitudes vécus par ce pays pour remettre à notre conscience collective et individuelle ce qui semble déjà pour la plupart un passé lointain et enterré, Robin Masangana pose la question du présent et du futur.

Plaidoyer sur l'art de la politique et de gouverner, mise en garde, interrogations sur la foi des dirigeants, sujets de réflexion, cadre de recherche, objet de remise en question, éveil des consciences.

Mais quel objet attribué à cet ouvrage pour ne pas le limiter !

Tout s'y trouve et s'y retrouve et le débat y est mené objectivement en intégrant politique, pouvoir, gouvernement, institution, histoire, technique, économie, théorie et proposition : pouvoir Gouverner.

À la lecture, on se forge une opinion et on se retrouve avec nombre d'éclairages et aussi de questionnements, qui, pour un esprit averti, ne manqueront certainement pas de faire avancer la réflexion.

Stop, dit-il, ne nous berçons simplement pas d'illusion, soyons réaliste et voyons.

L'auteur a-t-il raison !

On peut comprendre son appréhension. Le passé même récent lui donne raison. Qu'il s'interroge, en a-t-il le droit ?

Non, plus que le droit, il en a le devoir, car de sa passion qui est la politique, il a créé un cadre de critique et de réflexion objectif qui lui permet, au-delà des doctrines sensibles, d'apporter une touche neutre et objective à un paysage politique trop partisan.

Il s'impose naturellement à ceux qui aujourd'hui et demain veulent tenir les maillons de la chaîne du développement du Congo, et leur dit : « Mettez en place ce qui est impératif pour vous faciliter le travail.

Le pays est immense et le travail qui nous attend tous est à sa dimension. Il n'est pas à la solde des ambitions personnelles ».

Robin Masangana remet sur le tapis la notion de la conscience du travail et de l'intérêt communautaire, de l'art de faire de la politique et de la notion de gouverner.

L'actualité et le futur proche de la RDC, avec ses choix fondamentaux qui se sont exprimés nous

incitent à prendre en compte ces mots de l'auteur à travers ces pages qui suivent et à en débattre.

Il ouvre, comme dans ses autres ouvrages du reste, avec la même méthodologie, graduellement articulée, le débat, comme pour nous dire :

Homme, femme politique ou non : « débattiez et par-dessus tout agissez ». Alors débattons et agissons !

Je remercie mon ami Robin Masangana de m'avoir demandé de préfacier ce livre à ce moment crucial de notre pays, moment qui marquerait, si tout se passe bien, un tournant décisif pour la RDC. Bonne lecture.

Jean-Marie Mfulu

Professeur, chargé de cours de Finances,

Marketing et sciences commerciales – Mons

Thérapeute – phyto-aromatologue / Nanzila asbl

e-mail : *jm@microasset.org*

INTRODUCTION

Le Congolais pleure toujours et encore. Le pouvoir peut s'avérer comme un outil de la transformation de la vie sociale ou un poison dont l'effet peut être destructeur pour la communauté.

Après les élections congolaises, le peuple avait légitimement cru à l'avènement d'un pouvoir démocratique.

En lieu et place, il a assisté médusé au massacre du Bas-Congo à la décapitation politique et militaire de Jean Pierre Mbemba, le chef de l'opposition politique parlementaire.

Quelques soient les raisons avancées par les uns et les autres pour se justifier et expliquer leur positionnement stratégique et politique, ces événements ne concourent aucunement à l'avènement de la bonne gouvernance et de l'Etat de droit.

La république démocratique du Congo est en apnée. Il est au bord de la rupture. Avec lui-même et avec le monde. L'Est du pays est toujours à feu et en sang avec des milices et un Laurent Nkunda qui défient sans broncher le pouvoir central. L'horizon

politique congolais s'assombrit chaque jour davantage.

Nous analyserons dans cet ouvrage les raisons qui militent pour l'échec annoncé de tout pouvoir congolais quelque soit le maître.

L'accession au pouvoir n'a pas de noble vertu si elle ne s'accompagne pas d'une réelle volonté d'améliorer le quotidien des gens.

Mobutu démenagea à la cloche de bois. Un signal pour ses successeurs ?

Lorsque le Maréchal Président Joseph Désiré Mobutu, fait du même métal que la plupart de responsables politiques congolais et dont le régime avait une vocation irrésistible à l'impopularité, détale en Mai 1997 avec armes et bagages, la plupart de Congolais jubilent.

Ils croient pouvoir tutoyer le paradis politique après le départ du Maréchal.

Ils applaudissent à l'aveuglette le nouveau maître de Kinshasa Laurent Désiré Kabila parce que l'envie de changement prend le dessus sur toutes les autres préoccupations comme la bonne gouvernance et le génie politique.

La passion et l'émotion prennent le pas sur la raison au plus fort d'un désespoir qui a longtemps submergé le peuple congolais.

Ce dernier n'imagine pas un seul instant l'ampleur du drame qui va bercer son avenir proche. Les guerres frappent à sa porte avec son lot de malheurs, de violence et de viol.

Le peuple a parfois la rancune chevillée au corps et la souffrance lui interdit les raisonnements

tarabiscotés. Il se remet à embrasser aujourd'hui ceux que hier il avait honnis.

Kabila Père, précédé par sa réputation de maquisard avec ses allures revêches et ses formules pittoresques, fait venir à l'instar de son prédécesseur Mobutu des larmes aux yeux de nombre des Congolais : larmes de joie, larmes de scène ?

Le peuple a cru sur la foi des discours bien rodés avoir traverser le Rubicon de la misère et la grande période de l'incertitude politique qui sied à merveille aux dictatures.

Il a facilement cru aux promesses proclamées par les vainqueurs et de la guerre et des élections.

Toutes les promesses même les plus aguicheuses n'ont aucune importance lorsqu'elles ne s'accompagnent pas d'actes.

Comme toutes les promesses, les politiques ne concernent que ceux qui y croient.

Le nouveau Président ne débordait pas d'humour et avec un français impeccable se murait dans ses propres certitudes.

La bonne gouvernance ne fut pas son lot comme à l'époque de son prédécesseur.

Le devoir d'Etat n'est pas risible surtout dans un pays où tout est à reconstruire et où la rudesse de la tâche à accomplir me fait plaindre les prochains pouvoirs.

Kabila Laurent avait le parler vrai et l'assurance de la conviction trop visible.

Les deux caractères qui ont fait couler avant lui Lumumba et tant d'autres héros. Lui aussi ne survivra pas au caractère impitoyable de la politique internationale.

Le robinet financier lui fut coupé par un pouvoir mondial hostile aux audaces irrévérencieuses.

Le maquisard fut acculé par la conjonction des intérêts symbolisés par les contrats léonins signés avec ses parrains et débordé aussi bien par les exigences de la bonne gouvernance que par l'éblouissement des ses proches devant les bienfaits du pouvoir.

Ces derniers seront illico subjugués par le déficit à relever et les appareils d'un pouvoir sans partage.

Le pouvoir succomba très vite au charme de la flatterie et recourut aux vieilles rengaines : relégation des opposants à l'intérieur du pays, interdiction des activités politiques, clientélisme, gouvernement exclusif par décret.

La bonne gouvernance tant clamée en prit un sérieux revers. Pouvait-il en être autrement ?

Les mêmes systèmes accouchent de mêmes actions et les mêmes actions de mêmes conséquences.

La faute à l'amateurisme politique qui égraine des discours trop enflammés et faussement révolutionnaires qui ont tendance à refroidir l'ardeur des investisseurs potentiels et à susciter l'inquiétude et la méfiance de ceux qui tirent les ficelles du pouvoir mondial.

Les Congolais refusent souvent de constater que la raison d'Etat échappe au sentimentalisme primaire dont les Africains font souvent le premier argument de leur politique.

Les dirigeants congolais verrouillent souvent l'exercice du pouvoir pour en cueillir seuls les fruits.

Ils s'emploient à faire du haut des tribunes des proclamations qui perdent vite de leur éclat parce que

les moyens de leur concrétisation leur échappent. La Banque mondiale et le Fond monétaire international regardent d'abord les marchés avant de regarder les hommes.

L'investisseur est avant tout pragmatique. Sans espoir de bénéfice, pas d'investissement.

Suite à l'absence de clairvoyance et de vision qui éclaire le chemin de l'action politique, le pontife politique africain devient de plus en plus pontifiant. Les dégâts s'enchaînent et s'accumulent.

Le peuple recommence à frissonner. Le désespoir revient vite au galop. Peut-on gouverner le Congo ?

Poser la question, c'est constater le fait. Cette réalité qui écœure et qui contraste avec l'ampleur des potentialités tant humaines que naturelles dont disposent le pays (ressources naturelles, réserve d'eau, la générosité de sa terre).

Le génie congolais est pourtant reconnu dans le monde. Et il est dispersé.

À l'instar des Ndaywel et de Mbokolo, nombre de têtes bien faites ont quitté le pays pour s'exiler dans les grandes universités françaises et occidentales.

L'essentiel de ce génie est en perdition dans la marre boueuse d'une société congolaise étranglée par ses contradictions et ses failles.

La difficulté à gouverner le Congo tient plus à l'inefficacité des hommes et des institutions devant régir les fonctions régaliennes de l'Etat qu'à l'absence de celles-ci.

Après les affres d'une de plus féroces dictatures de la planète, le Congolais est en droit d'attendre de son gouvernement plus d'efficacité et d'humanité.

Les gouvernements successifs ne semblent pas vouloir et pouvoir tirer les enseignements qui s'imposent à pareille circonstance.

Sur la dépouille du peuple congolais et de ce qu'il en reste, les affaires reprennent de plus belle.

De l'avis général, une normalisation politique devient inéluctable.

Lusaka, Sun City, les responsables congolais sont friands de grandes messes politiques où ils excellent en prestations oratoires.

Une réconciliation entre Congolais fut très médiatisée en Afrique du Sud et encadrée par les Ambassadeurs des pays dits du Ciat lors de laquelle des larmes de crocodile coulèrent à flot.

Le temps de sécher les larmes et le naturel est vite revenu au galop.

Le gâteau était vraiment délicieux. Impossible d'en offrir un quartier au peuple. La plupart des représentants abandonneront leurs partis nourriciers pour embrasser les nouveaux maîtres du pays afin d'être gratifiés des postes ministériels et d'autres avantages.

Le consensus n'aura eu comme mérite perceptible que le silence momentané des armes avec son corollaire de l'impunité de ceux qui bâillonnent leurs fusils et saisissent chaque opportunité pour les brandir.

La République Démocratique du Congo continue donc de susciter beaucoup d'inquiétudes auprès non seulement de sa population mais aussi auprès des donateurs et des partenaires. Le gain politique des élections se fait toujours attendre et il ne faut pas enflammer la colère du Kinois qui voit des ravins

menacer chaque jour sa demeure et le « délestage » du courant jouer en permanence avec ses nerfs.

Les millions de dollars y investis ne changeront rien à la gloutonnerie des dirigeants congolais.

Le Congo devient sûrement un pays en déshérence. Il est devenu une de ces nations égarées dans les désordres du monde.

Gérer un tel amas des problèmes que concentre le pays et répondre à la multitude des desiderata souvent aigres de la population relève à première vue d'une chimère.

Mon cœur bat d'ailleurs à l'occasion la chamade.

Les potentialités du pays semblent annihilées et tétanisées suite au traitement à la diable de la question politique par les responsables.

Loin de rendre quelque allégresse au peuple, les pouvoirs successifs l'ont toujours ahané par leurs pratiques.

Le désordre congolais est-il l'œuvre de la « *satanisation* » des dirigeants congolais ou le fait d'autres facteurs qui déstabilisent ce grand édifice érigé sur du sable politique ?

Dans un pays en proie au doute et au scepticisme et qui n'a en ligne de mire qu'un chaos annoncé et attendu, il convient de s'interroger en premier sur les raisons qui créent et nourrissent cet iceberg d'écueils qui fait tancer le Titanic congolais.

Il ne suffit pas seulement de croire aux capacités du peuple congolais de se relever et aux faveurs d'un changement politique que les opposants jugent intrinsèques pour sortir de cette apathie.

Il faut vraiment porter une réflexion profonde qui ne joue pas dans la complaisance.

Ensuite alors entrevoir les portes de sortie d'une crise qui se joue sur plusieurs tableaux.

C'est l'objet de cette analyse qui se veut pragmatique et le plus possible débarrassé de ce sentiment qui révolte les théoriciens politiques de bon goût, à savoir le parti pris sentimental, arbitraire et improductif.

Me voici dans une posture qui élaguera quelque peu la liste de mes amis.

Mais qu'à cela ne tienne !

Entre la République et le caprice des détracteurs, le choix me semble d'une limpide lucidité.

La bonne gouvernance, voilà l'enclouure.

Pour gouverner la RDC, faut-il être intelligent ?

Bradé des diplômes ?

Ou encore être savant ?

À l'analyse des cas qui ont fait l'histoire politique du Congo et qui font encore son présent, la réponse semble négative.

Pourquoi ?

Parce qu'il suffit de savoir manier les leviers du pouvoir qui ouvrent les portes et fenêtres du pouvoir congolais.

Lesquels ?

Lisez et faites lire cet ouvrage.

Après avoir analyser la situation politique congolaise et constater ses faits quotidiens, j'ai identifié trois leviers essentiels qui influent grandement sur le pouvoir congolais.

Ces trois leviers sont :

1. La faiblesse du pouvoir

2. L'omnipotence des relations extérieures (la dépendance vis-à-vis de l'extérieur).

3. La lâcheté des acteurs

Combinés et maîtrisés, ils sont les tremplins qui permettent à n'importe quel individu pourvu qu'il sache s'y prendre, de conquérir le pouvoir au Congo.

R.M.D.

CHAPITRE 1

LA FAIBLESSE DU POUVOIR

A) LES CARACTERISTIQUES PRIMORDIAUX DU POUVOIR CONGOLAIS

Deux constantes dans la problématique du pouvoir congolais : **la question de la légitimité et celle de l'exercice adéquat du pouvoir.**

Si la première se rallie très clairement aux mécanismes d'accession au pouvoir, la seconde est sclérosée par la violence dans laquelle baigne les rapports de force au Congo.

Né de la violence et dans la violence, le pouvoir congolais a toujours été un pouvoir de facto, fruit d'un cycle de violence qui a débuté avec les affres de l'esclavage en passant par la colonisation pour embrasser l'une des terribles dictatures qu'est connu le monde.

Ce pouvoir a toujours brillé par son égoïsme et par sa lâcheté.

Il n'a pas l'allure d'un pouvoir qui émane de la volonté du peuple congolais car il opte toujours pour le choix de la force et le fait accompli.

Son exercice n'a jamais été partagé dans les règles de l'art. Le privilège du pouvoir est d'être le maître du temps, le pouvoir congolais a souvent abusé de celui-ci.

Le pouvoir congolais est un pouvoir intangible et enfermé dans la prison de l'individualisme, des passions et de l'irresponsabilité.

Il est plus lié à l'individu qui le détient qu'à l'être humain qu'il est censé servir.

La première caractéristique du pouvoir congolais est donc **la permanence de sa crise de légitimité.**

Ceci est marqué par une dichotomie entre les faits qui font la légitimité à savoir la popularité et l'efficacité dans l'action politique.

Il y a en effet le camp de ceux qui ont la popularité comme le leader de l'UDPS Tshisekedi et celui de ceux qui ont réussi bon gré mal gré à accéder au pouvoir d'état comme Kabila ou Mobutu.

L'homme politique le plus efficace est celui qui arrive à combiner les deux.

S'il y a la légitimité qui s'acquiert dans les urnes, il y a une plus belle légitimité qui est celle acquise auprès des gens dès lors que le pouvoir permet de régler leurs problèmes.

Deux façons d'assurer la légitimité du pouvoir à savoir l'élection comme seule rampe d'accès à celui-ci et l'action qui sur le terrain politique consolide cette légitimité.

Si les élections congolaises tenues en 2006 ont eu le mérite d'exister, leur côté apprenti et attendu qui a

fait apparaître plusieurs failles a laissé un goût amer auprès d'une population incrédule qui a vu des anomalies s'accumuler.

Néanmoins la tenue de ces élections a surtout permis de constater que ce qui était jusqu'alors qu'un miroir aux alouettes était faisable avec de la volonté politique.

Au lieu de s'attarder sur les carences de ces élections et il y en a eu beaucoup, il convient aujourd'hui de ne plus se focaliser sur des combats d'arrière-garde et de veiller à conforter la logique électorale comme seul mécanisme d'accession au pouvoir d'état.

Pour cela, les enseignements aussi bien positifs que négatifs des scrutins passés doivent éclairer la lanterne de ceux qui veulent la démocratisation du pays afin qu'ils élaborent mieux leurs stratégies pour la réussite des élections futures et surtout pour que ces futures échéances se tiennent et que l'opportunité d'expression politique ne soit plus volée au peuple congolais.

C'est en permettant aussi bien juridiquement que politiquement au peuple de s'exprimer que les responsables congolais résoudront la crise de légitimité qui les maculent depuis belle lurette.

C'est en prenant la parole et en ayant droit au chapitre que le peuple confère une légitimité politique qui ne tient que de lui.

Élection présidentielle congolaise de 2006

Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre.

Plus de 25,6 millions d'électeurs (pour un pays de 60 millions d'habitants) sont appelés à participer aux premières élections présidentielle et législatives libres en *République démocratique du Congo* depuis 1960, année de l'indépendance du pays.

La Commission électorale indépendante (CEI) a retenu 33 candidats pour l'élection présidentielle.

Le coût des élections, évalué à 370 millions d'euros, est supporté par la communauté internationale.

La campagne électorale a été lancée le 17 avril.

LES Candidats

Les 33 candidats définitifs à l'élection présidentielle de juin 2006 sont :

- 1 *Kasonga Banyingela (APE)*
- 2 *Jean-Pierre Bemba Gombo (MLC)*
- 3 *Alou Bonioma Kalokola – indépendant*
- 4 *Eugène Diomi Ndongala (DC)*
- 5 *Antoine Gizenga (Palu)*

- 6 Bernard Emmanuel Kabatu Suila (USL)
- 7 Joseph Kabila Kabange – indépendant
- 8 Gérard Kamanda wa Kamanda (FCN/Me Kamanda)
- 9 Oscar Kashala Lukumuenda (UREC et Alliés)
- 10 Norbert Likulia Bolongo – indépendant
- 11 Roger Lumbala (RCDN)
- 12 Guy Patrice Lumumba – indépendant
- 13 Vincent de Paul Lunda Bululu (RSF)
- 14 Pierre Anatole Matusila Malungeni ne Kongo – indépendant
- 15 Christophe Mboso N’Kodia Pwanga (CRD)
- 16 Antipas Mbusa Nyamwisi (Forces du renouveau), appelle son électorat à voter pour le candidat Joseph Kabila.
- 17 Alafuele Mbuyi Kalala (RNS)
- 18 François Joseph Mobutu Nzanga Ngbangawe (UDEMO)
- 19 Florentin Mokonda Bonza (CDC)
- 20 Timothée Moleka Nzulama (UPPA)
- 21 Justine Mpoyo Kasa-Vubu (MD)
- 22 Jonas Mukamba Kadiata Nzemba (ADECO)
- 23 Paul Joseph Mukungubila Mutombo – indépendant
- 24 Osée Muyima Ndjoko (R2D)
- 25 Arthur Z’ahidi Ngoma (Camp de la Patrie)
- 26 Jacob Niemba Souga (CPC)
- 27 Marie-Thérèse Nlandu Mpolo Nene (CONGO-PAX)

28 Wivine N'Landu Kavidi (UDR)

29 Catherine Marthe Nzuzi wa Mbombo
(MPR/Fait privé)

30 Joseph Olengankoy Mukundji (FONUS)

31 Pierre Pay-Pay wa Syakasighe (CODECO)

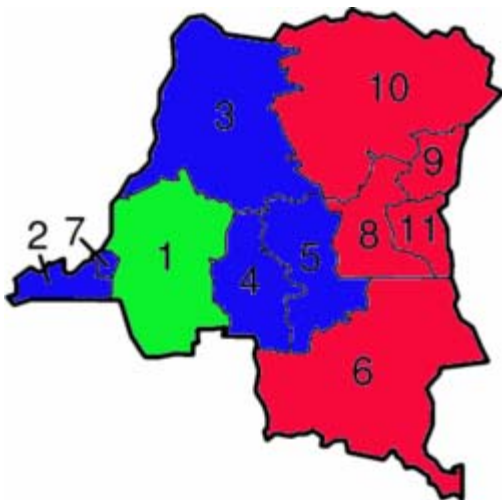
32 Azarias Ruberwa Manywa (RCD)

33 Hassan Thassinda Uba Thassinda (CAD)

L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), principal parti d'opposition présidé par Étienne Tshisekedi wa Mulumba a décidé de boycotter ces élections en raison d'un manque de transparence et le refus de la CEI de rouvrir les bureaux d'enregistrements des électeurs pour permettre à ses militants de participer au scrutin.

Résultats

Premier tour



Candidats arrivés en tête selon les provinces de la RDC :

- 1  *Joseph Kabila*
- 2  *Jean-Pierre Bemba*
- 3  *Antoine Gizenga*

Résultat de l'élection présidentielle congolaise du 30 juillet 2006

Candidat	Parti	Votes	%
<i>Joseph Kabila Kabange</i>	Indépendant	7 590 485	44,81 %
<i>Jean-Pierre Bemba Gombo</i>	MLC	3 392 592	20,03 %
<i>Antoine Gizenga</i>	PALU	2 211 280	13,06 %
<i>François-Joseph Mobutu Nzanga</i>	UDEMO	808 397	4,77 %
<i>Oscar Kashala Lukumuenda</i>	UREC	585 410	3,46 %
<i>Azarias Ruberwa</i>	RCD	285 641	1,69 %
<i>Pierre Pay-Pay wa Syakasighe</i>	CODECO	267 749	1,58 %
<i>Vincent de Paul Lunda Bululu</i>	RSF	237 257	1,40 %
<i>Joseph Olenghankoy Mukundji</i>		102 186	0,60 %
<i>Pierre Anatole Matusila Malungeni ne Kongo</i>		99 408	0,59 %
<i>Antipas Mbusa Nyamwisi</i>		96 503	0,57 %

<i>Bernard Emmanuel Kabatu Suila</i>		86 143	0,51 %
<i>Eugène Diomi Ndongala</i>		85 897	0,51 %
<i>Banyingela Kasonga</i>		82 045	0,48 %
<i>Christophe Mboso N’kodia Pwanga</i>		78 983	0,47 %
<i>Norbert Likulia Bolongu</i>		77 851	0,46 %
<i>Roger Lumbala</i>		75 644	0,45 %
<i>Justine M’poyo Kasa-Vubu</i>		75 065	0,44 %
<i>Guy Patrice Lumumba</i>		71 699	0,42 %
<i>Catherine Marthe Nzuzi wa Mbombo</i>		65 188	0,38 %
<i>Bonioma Kalokola Alou</i>		63 692	0,38 %
<i>Paul Joseph Mukungubila Mutombo</i>		59 228	0,35 %
<i>Arthur Ngoma Z’ahidi</i>		57 277	0,34 %
<i>Wivine N’landu Kavidi</i>		54 482	0,32 %
<i>Gérard Kamanda wa Kamanda</i>		52 084	0,31 %
<i>Florentin Mokonda Bonza</i>		49 292	0,29 %
<i>Mbuyi Kalala Alafuele</i>		44 030	0,26 %

<i>Jacob Niemba Souga</i>		40 188	0,24 %
<i>Jonas Mukamba Kadiata Nzemba</i>		39 973	0,24 %
<i>Marie Thérèse Nlandu Mpolo Nene</i>		35 587	0,21 %
<i>Osée Muyima Ndjoko</i>		25 198	0,15 %
<i>Hassan Thassinda uba Thassinda</i>		23 327	0,14 %
<i>Timothée Moleka Nzulama</i>		17 753	0,10 %
Total (participation 70,54 %)		17 931 238	

Source : http://www.cei-rdc.cd/IMG/pdf/RESULTATS_PROVISOIRES_PRESIDENTIELLE.pdf

Deuxième tour

Le deuxième tour s'est déroulé le 29 octobre 2006. Selon certaines sources^[2], l'importance des moyens financiers et médiatiques expliquerait la présence de *Joseph Kabila* et *Jean-Pierre Bemba* au second tour, et le fait que ce dernier ait fait essentiellement campagne en *lingala* (et Kabila en *swahili*) expliquerait le fait que Bemba ait la préférence à Kinshasa, mais aussi au Kasai, en Équateur et dans le Bas-Congo.

Résultats provisoires comme annoncé par la CEI le 15 novembre 2006 :

Proclamation

Le 27 novembre 2006, la Cour suprême de justice après avoir rejeté les recours introduits par *Jean-Pierre Bemba* confirme les résultats publiés le 15 novembre par la *Commission électorale indépendante* et proclame *Joseph Kabila*, vainqueur de l'élection présidentielle.

Province	Électeurs inscrits	Électeurs votants	part.	Votes nuls
Kinshasa	2 950 884	1 685 250	57,11 %	27 082
Bas-Congo	1 227 775	633 463	51,59 %	19 438
Bandundu	2 925 126	1 480 921	50,63 %	26 580
Équateur	2 923 680	2 468 917	84,45 %	20 961
Orientale	3 241 423	2 069 325	63,84 %	66 909
Nord-Kivu	2 451 475	1 888 975	77,05 %	33 842
Sud-Kivu	1 651 262	1 388 001	84,06 %	20 487
Maniema	626 327	502 487	80,23 %	4 525
Katanga	3 473 936	2 625 458	75,58 %	31 380
Kasaï-Or.	1 975 430	842 926	42,67 %	14 219
Kasaï-Occ.	2 010 405	1 033 756	51,42 %	20 746
Total	25 420 199	16 615 479	65,36 %	286 369

Province	Votes blancs	Votes exprimés	Bemba	Kabila
Kinshasa	23 492	1 650 276	1 122 231	528 045
Bas-Congo	3 807	610 218	452 409	157 809
Bandundu	4 541	1 449 400	877 560	571 840
Équateur	6 067	2 441 889	2 372 326	69 563
Orientale	21 332	1 981 084	406 532	1 574 552
Nord-Kivu	13 100	1 842 033	65 373	1 776 660
Sud-Kivu	3 545	1 363 969	23 115	1 340 854
Maniema	1 256	496 706	8 296	488 410
Katanga	7 725	2 586 353	161 378	2 424 975
Kasaï-Or.	3 823	824 884	556 088	268 796
Kasaï-Occ.	3 221	1 009 789	774 514	235 275
Total	72 509	16 256 601	6 819 822	9 436 9
Pourcen- tage total			41,95 %	58,05 %

Liste des présidents de la République démocratique du Congo

Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre.

Ce tableau liste les chef d'État successifs de la République démocratique du Congo depuis son indépendance du *Royaume de Belgique* le 30 juin 1960.

Les différents noms qu'a pu prendre le pays sont mentionnés.

Nom	Début du mandat	Fin du mandat	Parti	Note
<i>République du Congo</i>				
<i>Joseph Kasa-Vubu</i>	<i>30 juin 1960</i>	<i>24 novembre 1965</i>		élu démocratiquement au suffrage universel indirect, renversé militairement par Mobutu
<i>Joseph-Désiré Mobutu</i>	<i>25 novembre 1965</i>	<i>1^{er} juillet 1966</i>		par coup d'État

<i>République démocratique du Congo</i>				
<i>Joseph-Désiré Mobutu</i>	<i>1^{er} juillet 1966</i>	<i>27 octobre 1971</i>		
<i>République du Zaïre</i>				
<i>Mobutu Sese Seko</i>	<i>27 octobre 1971</i>	<i>16 mai 1997</i>		renversé alors qu'il a quitté Kinshasa pour son village Gbadolite.
<i>République démocratique du Congo</i>				
<i>Laurent-Désiré Kabila</i>	<i>17 mai 1997</i>	<i>29 mai 1997</i>		à titre intérimaire, par prise du pouvoir
<i>Laurent-Désiré Kabila</i>	<i>29 mai 1997</i>	<i>16 janvier 2001</i>		assassiné
<i>Joseph Kabila</i>	<i>17 janvier 2001</i>	<i>26 janvier 2001</i>		fils du précédent, président par intérim
<i>Joseph Kabila</i>	<i>26 janvier 2001</i>	<i>6 décembre 2006</i>		encadré par 4 vice-présidents des factions de la <i>Deuxième guerre du Congo</i>
<i>Joseph Kabila</i>	<i>6 décembre 2006</i>	-		élu démocratiquement au suffrage universel direct

Cependant, il n'est pas exact de prétendre que la crise de légitimité du pouvoir congolais ne tient lieu que de l'absence d'une logique électorale ancrée aussi bien dans les mœurs politiques que dans les mentalités.

Elle est davantage le fruit de la combinaison de la cupidité et de l'irresponsabilité des responsables congolais et dont le trait caractériel est la confiscation du pouvoir par une minorité.

De ce fait, le pouvoir congolais est **minoritaire** dans le sens qu'il s'appuie essentiellement sur une minorité soit ethnique soit d'intérêts partisans.

C'est donc un pouvoir qui n'est pas soutenu par le peuple dans sa majorité.

De cette minorisation naît la perpétuelle contestation du pouvoir.

Le jeu parlementaire l'offusque. Souvent les parlements sont inexistantes et là où ils existent, ils ont un rôle de faire valoir. Ils font de la figuration.

Le pouvoir minoritaire se convertit bien souvent en dictature pour survivre.

Ce pouvoir est toujours engendré dans la violence pour la violence : Mobutu avec son coup d'Etat de 1965, Laurent Désiré Kabila après la guerre menée par l'AFDL soutenue par le Rwanda et l'Ouganda et Joseph Kabila suite à l'assassinat du Mzee.

Le pouvoir congolais nage dans la violence dès sa conception. On est bon comptable de ce qu'on a appris et qu'on maîtrise. L'homme politique congolais fait son école politique dans la violence et répercute celle-ci dans son action.

Dans un pouvoir confisqué et exclusif, le chef détient *l'exclusivité de la décision* politique.

Ce qui confère au pouvoir congolais un côté encore **traditionnel** alors que les sociétés modernes sont caractérisées par leur volonté de partager le pouvoir entre des entités diverses et leur souci de

déléguer les décisions pour que celles-ci se rapprochent autant que possible du citoyen.

Mobutu se prévalait souvent de cette tradition de l'idée du chef pour asseoir et légitimer son pouvoir.

Le pouvoir congolais est plus affairiste que politique, un peu comme **dépolitisé** dans le sens qu'il rejette le débat politique ouvert et ne s'intéresse qu'à la gestion des intérêts financiers partisans et qu'il est dépourvu de toute conscience et de toute ambition de modernisation politique. Il est tourné exclusivement vers une stratégie de l'assouvissement des besoins personnels d'un individu ou d'un groupe d'individus hissés au sommet de l'Etat. Loin de vouloir la transformation de la société congolaise, l'exercice du pouvoir congolais se limite le plus souvent à ***l'aspect business***.

Les institutions n'ont pas d'autorité et obéissent au doigt et à l'œil au *pouvoir de la force* qui est détenu par la famille du chef, les amis et ceux qui ont financé les opérations qui ont mené à l'accession au pouvoir.

Cette dépolitisation qui l'éloigne de toute vision politique, de toute initiative, de toute stratégie d'organisation politique de la société congolaise est la résultante des défaillances structurelles et humaines de la classe politique.

La politisation du pouvoir est fonction du degré d'engagement des peuples à l'œuvre de l'Etat à travers par exemple les élections.

Elle prend naissance au sein des partis politiques qui ont l'obligation de l'exemple car il leur appartient d'inonder la nation de ce virus de la politique en intéressant le plus des gens possible au débat politique et à l'organisation de la chose publique.

Il n'y a pas de démocratie sans partis politiques démocratiques. Même si les partis politiques écœurent par leurs contradictions, ils sont vitaux pour toute transformation de la société et pour pérenniser les acquis tant sociaux que politiques obtenus.

Dans cette logique, la place du parti politique est essentielle à la mise en place d'une mouture démocratique du pouvoir politique.

Il importe donc d'analyser les écueils qui pénalisent le bon fonctionnement des partis politiques pour en percer les mystères et les secrets de polichinelle de leur dysfonctionnement. L'analyse du pouvoir politique passe inévitablement par la compréhension de la classe politique dont le rôle est l'exercice du pouvoir.

La spécificité de certains partis politiques congolais réside dans le fait que le cercle des militants est plus large que celui des sympathisants et des adhérents.

C'est avec humour que le Congolais taxe ce type de parti de *parti alimentaire* puisque son objectif est de permettre à ses membres et surtout à son chef de garder une place au chaud autour de la table politique sur laquelle est découpé le gâteau et de gagner de l'argent.

Ces partis entretiennent savamment une confusion entre le cercle des militants et celui des électeurs dans le but d'augmenter et d'entretenir une certaine influence politique et une légitimité qui s'avère en fin de compte fictive.

Une autre spécificité qui est la résultante des trahisons internes et de la longévité de la lutte de libération pour la démocratie est la prise en otages des

équipes dirigeantes des partis par des groupes des militants souvent manipulés dont l'objectif est d'orienter dans un sens l'action du groupe.

Les partis s'entourent d'une sorte de milice idéologique qui avec le temps se mue souvent en milice politique entretenant une certaine dose de violence dans le but d'enrayer ou de mettre en veilleuse des revendications internes très mal perçues par des chefs élevés au rang des demi dieux.

L'appartenance tribale de la plupart de ces caciques est souvent similaire à celle des chefs qu'ils jurent défendre jusqu'à leur dernier soupir.

Ce qui fait dire à beaucoup que les partis politiques congolais sont des **partis tribaux** non seulement parce que souvent le souci d'appartenance tribale (le parti est considéré par certains comme un bien tribal) oriente le choix des adhérents mais aussi parce que les postes les plus en vue dans ces partis sont assumés, mieux dévolus aux membres d'une même tribu.

Aussi bien à l'UDPS qu'au PALU en passant par le PPRD et le MLC, l'élément de l'appartenance tribale continue de jouer un rôle non négligeable dans le choix d'adhésion politique au parti et dans les choix des hauts cadres.

Il échappe souvent à l'intelligence commune que si l'adhérent offre quelques garanties au parti quant à ses résolutions, l'électorat dans son ensemble est par contre complètement indécis et s'oriente en fonction de l'ère du temps.

Il est donc plus judicieux de privilégier la stratégie de la conviction politique basé sur la solidité du projet

de société plutôt que sur les choix communautaires s'appuyant en grande partie sur la tribu.

L'autre caractéristique des partis politiques congolais est le fait que ces partis sont plus **des partis de contestation** que de propositions.

Cela est dû à la longévité de la dictature. Les partis ont d'abord cherché à survivre plutôt qu'à élaborer des propositions conformes à la réalité congolaise.

Les partis ont du mal à faire une différence entre leur propre idéologie, les choix et les intérêts partisans du groupe et le gouvernement de la nation.

Entre la réalité du pouvoir, les incantations oratoires et les fantasmes délirants des uns et des autres, il y a souvent un abîme.

La grande méfiance que se vouent les adversaires politiques en raison du climat politique en permanence tendu explique d'abord que le « terme d'ennemis » politiques sied mieux aux relations entre acteurs politiques et qu'ensuite, la contestation est moins liée à ce qui est fait plutôt qu'à l'auteur des faits ou de l'action politique.

Autrement dit, l'opposant à Kabila contestera l'acte politique de Kabila non pas parce qu'il est forcément erroné mais surtout parce que c'est Kabila qui le pose quelque soit la qualité de l'acte.

La plupart des partis ont copié des textes statutaires plagés sur des tablettes des partis politiques occidentaux et qui ne reflètent en rien leur propre réalité et leur vécu.

Leurs structures sont lourdes et empêchent toute gestion efficiente.

Ils font souvent dans l'autosatisfaction qui frise le ridicule lorsqu'on considère l'état dans lequel se trouve le pays.

Ils sont condescendants à l'égard du peuple et cultivent la distance lorsqu'ils sont au pouvoir.

Ils sabordent ceux qui secouent toutes les convenances de la politique congolaise et qui osent parler sans tabou ni langue de bois et qui veulent agir pour l'intérêt général.

Les partis émergents ont du mal à se frayer un chemin parmi les partis traditionnels contrôlés par des vieilles gloires souvent complices des régimes politiques en place.

Leurs projets se limitent à un emballement oratoire qui plébiscite l'insulte, la rumeur et la controverse.

Cette attitude décontenance les jeunes qui désirent se forger une conscience politique, un projet de société et un engagement dans la bonne gouvernance de l'Etat.

Le Congo est allé aux élections avec des partis politiques en transmutation et dont la gestion est loin d'être démocratique. Il n'est pas étonnant que les premières échéances électorales aient été maculées par l'inexpérience, le doute et la méfiance.

Nombre d'analystes imputent l'incompétence de la classe politique congolaise à son niveau d'instruction.

Je m'inscris en faux devant une telle allégation qui ne cadre pas avec la réalité.

La classe politique du Congo est parmi la mieux instruite. Ce n'est donc pas l'instruction qui fait défaut, c'est *la mauvaise foi* des responsables et leur manque de sens de l'intérêt général qui font d'eux les derniers de la classe.

L'histoire des hommes politiques congolais ressemble à celle des deux chameaux qui se moquent l'un et l'autre de la bosse de son voisin sans penser à la sienne.

S'il existait le prix Nobel de l'enter loupe politique, les hommes politiques congolais battraient sans grande difficulté le record du monde de l'obtention de ce prix.

Il faut entendre ces hommes faire l'éloge de leurs connaissances et expliciter leurs théories avec l'aisance de Voltaire.

Les discours les mieux ficelés n'ont pas d'intérêt s'ils ne sont suivis d'aucun effet. Ce sont des faits d'annonce.

Car lorsqu'ils sont au pouvoir, leurs têtes comme leurs téléphones portables deviennent muets.

Leurs belles promesses sont jetées aux oubliettes. L'homme politique congolais n'a pas encore d'âme. Il est à la merci du plus offrant.

Il est sujet à ce que j'appelle **le complexe du pouvoir politique** dont les effets les plus regardants sont le culte de la personne et la flatterie.

Ce qui favorise la prépondérance de la place du chef dans l'exercice du pouvoir et le cumul entre les mains de ce chef omnipotent de tous les pouvoirs d'Etat. Tout autour des chefs dans un esprit de vassal.

Il devient un demi dieu et tout le monde se prosterne à ses pieds. Il a le droit de vie ou de mort sur le peuple et dispose à sa guise de tous les biens du pays. Ce cumul est à la base de la dérive autoritaire du pouvoir congolais. Le Congolais par son allégeance contribue à la création des dictateurs.

L'examen attentif des entourages des responsables congolais permet de s'apercevoir très vite que ceux-ci sont plus des cours que des cabinets de travail au sein desquels peuvent s'élaborer des vrais projets politiques.

Ils sont constitués des gens qui brillent plus par leur fanatisme que par leurs compétences et qui sont enclins à faire des courbettes et à cirer les pompes de leurs chefs.

Les flatteurs donnent de l'encensoir à leurs maîtres qui ne sont pas friands de la critique positive et du bon conseil.

D'ailleurs les chefs ne sont pas disposés à écouter les conseils de leurs conseillers qu'ils s'acharnent eux même à conseiller.

Les gens cèdent volontiers aux promesses caressantes de ces chefs.

Ils se laissent choir dans des incongruités dénigrantes qui remettent en cause leurs propres degrés de connaissance.

Ils n'osent point tutoyer le prince.

Cette *culture de l'applaudimètre* est bien entendu encouragée par ces chefs qui s'en accommodent volontiers et tirent en cela leur légitimité.

Ils ne s'aperçoivent pas que les acquiescements permanents d'un conseiller ou d'un collaborateur est le meilleur moyen d'affaiblir son rendement personnel puisqu'en définitive, c'est le chef qui fait tout le travail.

C'est aussi la meilleure manière d'affaiblir son analyse et sa capacité d'initiative.

Cette attitude déteint aussi sur la qualité de l'action du chef.

La peur des collaborateurs entraîne l'isolement du chef qui en principe doit écouter les vibrations de la vie de ses concitoyens.

L'aura d'un leader aussi grand et aussi noble soit-il ne peut à lui seul constituer le seul atout stratégique d'un parti politique.

Car les chefs sont comme des roses, aussi belles soient-elles, elles finissent par se faner.

Au Congo, les chefs n'ont pas d'alcrité et leurs actions politiques ne sont que rarement source d'inspiration et de plaisir.

D'où l'impérieuse nécessité de constituer autour d'un chef *une vraie équipe compétente* qui réfléchit, analyse, propose et porte la critique.

Les chefs ont tendance à s'octroyer des pouvoirs sacrés indiscutables et incommensurables. Ils se divinisent peu à peu pour se couvrir de la même peau que celle du pouvoir que le peuple rejette.

Toute critique devient une atteinte au sacré, un blasphème et est réprimée avec véhémence. Naît ainsi *le culte de la personne* qui annihile toute performance politique.

L'équipe qui entoure le chef doit être mobilisatrice et prompte à comprendre les événements et à saisir la portée de la géopolitique nationale et internationale souvent mouvante, au-delà de simples claquements des mains et des slogans.

Une stratégie exclusivement bâtie autour de la personnalité du chef trouve ses limites dans les défaillances de celui-ci à jouer à fond et d'une manière désintéressée son rôle d'animateur d'un groupe et non d'un commandant.